

Les impacts sociaux d'un revenu minimum garanti

Par

Nicole F. Bernier, PhD

2 octobre 2002

Objectifs / Organisation

- Présenter trois concepts: revenu minimum garanti, impôt négatif, allocation universelle
- Résumer l'état des connaissances formelles sur les impacts sociaux d'un RMG
- Présenter des éléments pour guider l'élaboration des politiques

Allocation universelle : Exemples

- Sécurité de la vieillesse (1952-1989)
- Allocations familiales fédérales (1945-1992)
- Pour tous les citoyens d'âge actif: le Fonds permanent de l'Alaska (environ 3000\$ CDN en 2000)

Allocation universelle: Attributs

- Prestation financière versée à tout citoyen
- Sans condition
- Montant uniforme, cumulable (socle de revenus)
- Ne tient pas compte des besoins individuels, des ressources disponibles, du revenu, de l'intérêt pour le travail, des handicaps sociaux ou économiques

RMG/INR:

pas un mais plusieurs programmes

- Crédits d'impôts remboursables pour TPS/TVQ
- Supplément de revenu garanti (SRG)
- Allocations familiales (Québec)
- Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE)

« Saupoudré et implicite »

Revenu minimum garanti

- Prestation financière sélective
- Versée seulement aux personnes à faibles revenus
- Montant « personnalisé »
- Non cumulable (mais pourrait l'être)

Impôt négatif

Trois paramètres

- Niveau de revenu annuel garanti
- Taux de récupération
- Seuil de rupture (break-even point) :
prestations nulles

Au-delà du seuil de rupture, le bénéficiaire devient un contribuable (impôt positif)

Modalités à déterminer

- Versées aux ménages ou aux individus?
- Définition de « citoyenneté » (adulte?)
- Périodicité?
- Prestations cumulables (ou non) avec d'autres sources ou prestations?
- Degré d'inconditionnalité (fort/faible)?
- ... ?

Principales différences

Revenu de citoyenneté

- Versé *ex ante* sur une base continue
- Droit de citoyenneté
- Universel
- Montant uniforme

RMG/INR

- Calculé *ex post* dans la déclaration fiscale
- Charité publique/
Filet secours ultime
- Sélectif
- Montant individualisé

L'assistance-emploi (aide sociale) est-elle un RMG/INR?

« OUI »

- Revenu de base
- Taux de récupération (élevé)
- Seuil de rupture (très bas)

NON

- \$ tributaire de la relation attendue avec le marché du travail
- Contrôles, sanctions
- Sur demande
- Revenus ET ressources insuffisants

Le Revenu de solidarité est-il un RMG?

- Supplément de revenu de travail pour les travailleurs pauvres (APPORT, exemptions de revenus pour l'assistance-emploi)
- Mesures d'intégration à l'emploi
- Augmentation de l'aide pour les personnes avec contraintes sévères à l'emploi
- Transferts accrus vers gens appartenant à l'une de ces 3 catégories administratives par le biais des mécanismes existants

PARTIE II

Les impacts sociaux
d'un revenu minimum garanti

Études formelles: 1968-1976

New Jersey	1968-1972	Ménages à 2 parents	Contexte Urbain
Rural Income Maint. Exp.	1969-1973	Blancs + Noirs, avec enf., à 1 ou 2 parents	Contexte rural Iowa et Caroline du Nord
Gary, Indiana	1970 +	Fam. Noires surtout mères seules	Contexte urbain
Seattle/Denver Income Exp. (SIME/DIME)	1970-1976	Blancs, Noirs, Chicanos, 4800 ménages	Contexte urbain, 3 et 5 ans

Relation au marché du travail

- Participants travaillaient un peu moins
Tendance à ne pas travailler pendant périodes plus longues
- Effets d'ensemble différents des effets sur les individus et sur les groupes
- Variations importantes chez différents groupes (raciaux, urbain/rural, h/f, etc.)
- Attention aux généralisations

Impacts sur les femmes

- Réduisent leur offre de travail davantage que les hommes (5%, 21% et 13%)
- Plus grande satisfaction en emploi chez femmes mariées qui changent d'emploi (17% plus satisfaites pour chaque tranche de 1000\$ suppl.)
- Recherche de conditions non pécuniaires
- Manque de connaissances formelles sur les facteurs explicatifs de ces répercussions distinctes

Impacts sur les jeunes adultes

- Réduisent leur offre davantage que les travailleurs plus âgés (43% et 42%)
- La moitié de la réduction de l'offre s'explique par le fait qu'ils n'ont pas travaillé pendant leurs études
(Seattle/Denver)

Facteurs exogènes

- Conditions du marché du travail (ex. salaire minimum, taux de chômage)
- Responsabilités familiales

Résumé des effets expérimentaux,
sur la base de Mincome
et de quatre expériences aux États-Unis

Réponse moyenne d'offre de travail
sur la base du nombre annuel d'heures de travail

	Hommes	Femmes mariées	Mères célibataires
Expérience :			
Mincome	-13 à -28 (0,8 à 1,6) *1	-13 à -16 (2,4 à 3,0)	-47 à -65 (3,8 à 5,3)
New Jersey	-34,2	-55,7	...
Localités rurales	-56	-178	...
Gary	-35,4	-57,6	-37,1
Seattle-Denver *2	-112,8	-141,2	-163,3
Tousles programmes aux EU	-89 (5,0)	-117 (21,1)	-123 (13,2)

*1 Pourcentage de changement entre parenthèses.

*2 Expérience de trois ans seulement.

SOURCE : Hum et Simpson 1991, p. 68.

Mincome

(Manitoba 1974-1979)

- Réduction relativement modeste de l' « effort » de travail au Canada
- Explication 1: taux de récupération de 35% à 75%, moindre que l'aide sociale, donc incitatif relatif à travailler;
- Explication 2: domination des résultats du SIME/DIME (irrecevable)

Synthèse des résultats sur l'offre de travail

- La réponse de l'offre de travail à des changements du système d'impôts et de transferts est beaucoup plus faible qu'on ne l'avait anticipé.
- Inquiétudes de ce que les transferts fiscaux puissent réduire les incitations au travail sont en partie non fondées.

Dissolution des ménages?

- Résultats très variés aux USA selon le projet, les groupes, la période observée, l'interprétation des résultats : peu fiables!
- Canada: effet pas toujours net
- RMG n'a pas favorisé rupture des ménages

Localisation géographique

- Paradoxe: un État qui offre des prestations généreuses aura un taux de pauvreté plus élevé (0,9%)
- USA: très grandes variations, Californie offre 6 fois la valeur des prestations de l'Alabama (1990)

Localisation géographique: données USA

- Dû à la migration nette (non pas réduction de l'activité des bénéficiaires)
- Effets de rétention et d'attraction à l.t.
- Valeur des prestations pas le seul déterminant
- Salaires élevés ont des effets presque identiques sur les taux de pauvreté et la localisation

Localisation géographique: Québec/Canada

- Pas de délai de résidence pour l'aide sociale (+ grande mobilité des prestataires?)
- 1,5 % de Canadiens changent de province chaque année (1982-1995)
- Personnes à hauts revenus plus mobiles
- Émigration: petites provinces;
- Immigration: entre provinces proches, à l'ouest
- Langue : barrière à la migration

Considérations pour les politiques publiques

- Les femmes bénéficient moins des transferts fiscaux que les hommes (moindre accès et valeur moindre) (YOUNG 2000)
- Le rapport individu-État ne peut se réduire à une prestation financière.
- Plusieurs mesures législatives et sociales sont nécessaires: salaire minimum, normes du travail, soutien à domicile, assurances sociales, politiques de transports, de loisirs, garderies, développement urbain, éducation etc.

Considérations pour les politiques publiques

Du point de vue des personnes les plus vulnérables, un RMG est souhaitable seulement en tant que composante d'un ensemble plus vaste de mesures sociales qui favorisent le développement des personnes et des communautés et conçues pour procurer à tous le statut de citoyen à part entière.